

Obama tour Asie - Pacifique

Barack Obama choisit l'Asie pour sa première tournée de président réélu. Avec une étape inédite: la Birmanie.

Tout juste reconduit à la Maison blanche, le président américain a fait le choix de l'Asie pour sa première tournée hors des États-Unis. Un voyage de trois jours, du 18 au 20 novembre, censé marquer un nouvel équilibre de la diplomatie des États-Unis vers le Pacifique, identifié comme un des plus potentiels de développement.

Débutée en Thaïlande, allié de longue date sur le continent asiatique, la tournée aura été l'occasion d'une première pour un président américain en exercice: Barack Obama s'est en effet rendu en Birmanie pour y soutenir les réformes démocratiques enclenchées depuis le printemps 2011 et la dissolution de la junte militaire au pouvoir. Il y a notamment rencontré Aung San Suu Kyi, la principale opposante de l'ancien régime et désormais chef de l'opposition au Parlement, qui se veut prudente sur les réformes en cours.

Autre première, sa visite au Cambodge, qui accueillait un sommet asiatique. Le président américain y a, entre autres, abordé l'équilibre à trouver dans les échanges avec son homologue chinois, ainsi que les tensions dans la région avec l'allié japonais.

SEBASTIEN MEINBACH

Explosif RD Congo

La rébellion congolaise est entrée dans le centre de Goma.

Après une offensive majeure de plusieurs jours contre l'armée régulière, les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont pris possession de Goma, principale ville de l'Est de la République démocratique du Congo, dans la riche région minière du Nord-Kivu, le 19 novembre.

Ce n'est pas une première dans la région, objet de conflits depuis près de vingt ans, mais l'offensive crée un regain de tension entre acteurs régionaux. Kinshasa refuse en effet toute négociation avec le M23, n'hésitant pas à accuser son voisin, le Rwanda, de soutenir la rébellion en sous-main, ce que des experts de l'Onu confirment, laissant également penser que l'Ouganda y jouerait un rôle.

Le président congolais, Joseph Kabila, a dès lors lancé un appel à la mobilisation de sa population pour défendre la souveraineté du pays, Kigali de son côté assurant ne pas vouloir répondre aux provocations de son voisin. De son côté, le Conseil de sécurité étudie une résolution pour sanctionner les dirigeants du mouvement et condamner toute aide extérieure, sans toutefois citer de noms.

Pour mémoire, le M23 a été créé en 2012 par d'anciens rebelles intégrés dans l'armée, mais selon lesquels, la RDC n'aurait pas respecté ses promesses.

S. M.

Silence, on tire!

A deux mois des élections à la Knesset, l'offensive contre Gaza resserrera-t-elle les rangs des électeurs derrière Netanyahu?



Alors que le nombre de victimes israéliennes est toujours moins élevé que celui du camp adverse, leur poids politique pèse bien plus lourd.

Depuis le début de l'offensive israélienne contre Gaza, les choses suivent leur cours habituel: le Conseil de sécurité de l'Onu se réunit d'urgence, un dirigeant du Hamas est tué, Israël crie à l'autodéfense, le Hamas promet la libération de la Palestine et les pays arabes ne font rien. Alors que les experts militaires commentent l'efficacité de nouvelles technologies antimissiles, journalistes et politiciens mènent leur course à la légitimité à travers les médias.

Si le déroulement est banal, c'est plutôt le timing qui surprend. Pourquoi le gouvernement du Likoud de Benjamin Netanyahu a-t-il choisi mercredi dernier pour lancer son offensive?

Officiellement, l'utilisation par le Hamas de missiles iraniens Fajr-5, d'une portée de 75 kilomètres, a provoqué les représailles démesurées de l'Etat hébreu. Pourtant, cet argument semble secondaire comparé à d'autres facteurs, plutôt d'ordre diplomatique et politique.

Après des mois de tergiversations autour du dossier onusien de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas prévoit de présenter sa demande de promotion de la Palestine au statut d'Etat non-membre de l'Onu ce 29 novembre. Mais selon Lieberman, le ministre israélien des Affaires étrangères, toute tentative de ce genre serait punie par la mise en faillite de l'Autorité palestinienne, la rétention des revenus fiscaux de la Palestine ainsi que l'annulation de milliers de permis de travail.

Il est clair que le gouvernement Netanyahu ne veut pas voir aboutir la demande palestinienne, le devenir d'un éventuel futur Etat palestinien devant rester dépendant du bon vouloir d'Israël et non de celui de la communauté

internationale. Si ce statut de membre provisoire était accordé à l'Autorité palestinienne, un des premiers avantages, hormis de couronner de succès le règne d'Abbas, serait la possibilité pour l'Autorité palestinienne de déposer une plainte contre Israël auprès de la Cour pénale internationale (CPI) pour le non-respect du gel de la colonisation des Territoires palestiniens. L'offensive contre Gaza souligne ainsi l'indépendance du Hamas par rapport à l'Autorité palestinienne tout comme le manque d'unité entre le Fatah et le Hamas, pourtant nécessaire afin de rendre Abbas crédible devant l'Onu.

Crise identitaire

Quoi qu'il en soit, Israël aurait bien trouvé un autre moyen d'empêcher une quelconque plainte auprès de la CPI, tout aussi improbable que la création d'un Etat palestinien.

Jusqu'à la semaine dernière, improbable semblait également la réélection de Netanyahu à la tête de l'Etat juif en janvier prochain. Depuis les manifestations «d'indignés» à Tel Aviv en 2011, le gouvernement Netanyahu est perçu comme incapable de lutter contre l'inflation et les inégalités sociales.

Ces inégalités sont d'ailleurs accompagnées par une crise identitaire dont beaucoup diront qu'elle était inévitable: L'élite reste majoritairement composée de juifs ashkénazes, d'origine européenne. Les juifs mizrahim, d'origine africain ou arabe, constituent les classes sociales plus pauvres. Les fondamentalistes juifs (appelés «ultra-orthodoxes» pour éviter cette image péjorative réservée aux musulmans) forment, quant à eux, une communauté à part. Alors que ces différents groupes ont des demandes et visions politiques bien différentes, n'importe quel parti politique aurait du mal à rassembler une majorité électorale.

Mais grâce au Hamas, les choses ont changé. Pour surmonter les divergences au sein de la population, Netanyahu a su faire appel au mythe fondateur d'Israël, qui a l'avantage de rassembler: le peuple juif est constamment me-

nacé d'annihilation. Mais grâce à la force de l'armée et à l'amour de Dieu, ce «peuple d'élus» finit toujours par triompher. Cette idéologie est accompagnée par une croyance sans faille en l'armée, tandis que la compétence politique d'un homme se mesure à ses succès militaires.

Les erreurs d'Olmert

Ainsi, le dicton israélien «Silence, on tire» a encore une fois fait des merveilles: les sirènes d'alarmes qui retentirent à Tel Aviv pour la première fois depuis 1991 ont tétanisé la population qui en oubliait son mécontentement des mois derniers. D'après un sondage du quotidien israélien *Haaretz*, la popularité de Netanyahu a grimpé de 20% depuis le début de l'offensive, qui est approuvée par 90% des juifs israéliens.

L'offensive contre Gaza est donc bel et bien la pièce centrale de la campagne de Netanyahu, en vue des élections parlementaires du 22 janvier 2013, desquelles découleront la composition du prochain gouvernement ainsi que le choix du Premier ministre.

La stratégie de Netanyahu est d'autant plus pertinente que l'un de ses opposants les plus sérieux n'est autre que... Ehud Olmert. Premier ministre durant la guerre de Gaza en 2009, il manqua de se faire réélire après ce fiasco humanitaire qui a coûté la vie à plus de 1.400 Palestiniens.

Ainsi, la presse israélienne est pleine de déclarations aux fins électorales peu cachées, qui s'efforcent de comparer les erreurs d'Olmert aux stratégies actuelles du gouvernement Netanyahu. Au final, la grande majorité de l'opposition politique n'a pas d'autre choix, hormis celui du suicide politique, que de se rallier à Netanyahu en supportant l'offensive contre Gaza.

Comme disait Machiavel, «celui qui contrôle la peur des gens, devient le maître de leurs âmes».

Il est encore trop tôt pour deviner si Netanyahu, grenouille néolibérale de 2011, réussira à se transformer en prince après Gaza.

CHARLOTTE BRUNEAU